

## Marché n°2025-44

**GESTION DE LA MARQUE DE GARANTIE « LABEL VEGETAL  
LOCAL »**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)



# Sommaire

<b>1. Contexte général.....</b>	<b>3</b>
1.1 Présentation de l'établissement.....	3
1.2 Définitions.....	3
1.3 La Marque .....	4
1.3.1 Origine et objectifs .....	4
1.3.2. Gouvernance de la Marque.....	5
1.3.3. Les catégories d'Exploitants .....	6
1.3.4 Déploiement actuel de la Marque.....	6
1.3.5 Transition entre la Marque collective simple et la Marque de garantie .....	7
1.3.6 Le site internet et la base de données « Catalogue » .....	7
<b>2. Procédures et obligations pour la délivrance du droit d'usage de la Marque ....</b>	<b>8</b>
2.1 Procédure de demande du droit d'usage.....	8
2.2. Procédure de contrôle pour la délivrance du droit d'usage de la Marque .....	9
2.3. Procédure de contrôles de surveillance et contrôles exceptionnels.....	10
2.4. Procédure de demande de mesures correctives et sanctions.....	10
2.5. Régime financier.....	11
<b>3. Défense de la marque .....</b>	<b>11</b>
<b>4. Objet du présent marché .....</b>	<b>11</b>
4.1. Gestion annuelle des demandes de droit d'usage et Reporting (poste n°1).....	12
4.2. Instruction des demandes de certification (postes n°2 à 4).....	12
4.3. Réalisation des contrôles (postes n°5 à 9) .....	13
<b>5. Evaluation et suivi de la mission .....</b>	<b>13</b>

# 1. Contexte général

## 1.1 Présentation de l'établissement

L'Office français de la biodiversité (OFB), est un établissement public placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Il est dédié à la sauvegarde de la biodiversité. Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique.

L'OFB réalise 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage ;
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages ;
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques ;
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels ;
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société.

L'OFB, propriétaire de la Marque de garantie « Label Végétal local » (ci-après « la Marque »), souhaite confier la gestion de la Marque à un tiers, dans le cadre de ce marché. Le présent document décrit la Marque, les missions attendues de l'Organisme de gestion (aussi désigné par « le Titulaire ») et les modalités de la sélection.

## 1.2 Définitions

Par « Règlement d'usage » (RU),

on entend le règlement qui fixe les règles et modalités d'usage de la Marque, ainsi que ses annexes. Un nouveau règlement d'usage a récemment été déposé à l'INPI. Il est annexé au présent document (annexe 1).

Par « Référentiel technique » (RT),

On entend le document détaillant les critères techniques objectifs de collecte, de multiplication, de production, de traçabilité et de commercialisation à remplir pour obtenir le droit d'usage de la Marque. Il est disponible sur le site de la Marque : <https://www.vegetal-local.fr> .

Par « Organisme certificateur»,

on entend le propriétaire de la Marque. Au moment du dépôt de la Marque, il s'agit de l'OFB, représenté par son directeur général. L'Organisme certificateur accorde les droits d'usage de la Marque. Le cas échéant, il sanctionne en cas de non-respect des conditions et obligations par les Exploitants.

Par « Exploitant » (ex Bénéficiaire),

on entend toute personne physique ou morale habilitée à utiliser la Marque en application du Règlement d'usage et des critères objectifs établis par le Référentiel technique. Tout Exploitant est préalablement Demandeur de la Marque.

Par « Région d'origine »,

on entend un ensemble géographique dans lequel se situe le site de collecte en milieu naturel du matériel végétal. Cette Région d'origine constitue ensuite la zone d'utilisation privilégiée de ce végétal (ou du plant ou de la graine dont il est issu) dans le cadre de la Marque. La carte

des Régions d'origine est issue d'un découpage à l'échelle de la commune. Cette carte est disponible dans le Référentiel technique de la Marque et dans le présent CCTP.

Par « Organisme de gestion » (le Titulaire), on entend l'organisme qui accompagne les Exploitants et les Demandeurs et qui assure les contrôles relatifs au droit d'usage de la Marque. Il assure les contrôles relatifs au droit d'usage de la Marque, la conservation des preuves de contrôle et apporte un appui à l'Organisme certificateur pour la gestion des conflits d'intérêts. L'Organisme de gestion est sélectionné par l'Organisme certificateur et agit pour le compte de l'Organisme certificateur. Il est soumis à des obligations de confidentialité et d'impartialité dans ses actions.

Il est chargé, en cohérence avec le RU, de :

- Mettre en œuvre la procédure de demande du droit d'usage (art. 4.2 du RU)
- Informer l'Organisme certificateur (art. 4.4 et 5.3)
- Assurer, ou faire assurer, la procédure de contrôle du droit d'usage (art. 5.5)
- Mettre en application la procédure de demande de mesures correctives et sanctions (art. 9.2)
- Contribuer à la défense de la Marque (art. 11)

## 1.3 La Marque

### 1.3.1 Origine et objectifs

Créée en 2015, par la Fédération des Conservatoires botaniques nationaux (CBN), l'Afac-Agroforesteries (désormais Réseau Haies France) et Plante & Cité, dans le cadre de la Stratégie nationale pour la biodiversité, la Marque Végétal local (ci-après « la Marque ») est une Marque collective simple déposée à l'INPI. Désormais, propriété de l'OFB, elle s'appuie sur un **RU et un RT**, qui guident la pratique des différentes activités des Exploitants de la Marque pour les végétaux marqués. En 2026, la Marque évolue d'une marque collective simple vers une **marque de garantie (=certification)**.

La Marque propose une offre en végétaux sauvages et collectés localement pour le marché français, par exemple pour des maîtres d'ouvrage ou des gestionnaires d'espaces souhaitant utiliser des plantes sauvages, issues de collectes locales, dans leurs travaux d'aménagement ou de restauration de milieux. Cette collecte locale est un atout à la fois écologique et économique. Utiliser des végétaux sauvages issus de collectes locales permet en effet de restaurer les communautés végétales dans leur cohérence et cela participe également à la réussite technique et économique des semis et plantations. On sait par ailleurs que cette réussite dépend notamment de la capacité d'adaptation des végétaux aux conditions locales et que les caractéristiques génétiques acquises par la flore sauvage depuis des millénaires lui donnent un avantage lorsque celle-ci est utilisée à proximité du lieu de collecte. De plus, les végétaux sauvages d'origine locale rendent de nombreux services écosystémiques, car, issus d'une longue coévolution avec la faune et la flore locales, ils contribuent au bon fonctionnement des écosystèmes auxquels ils sont inféodés.

Les végétaux (graines, plants, boutures, bulbes) issus d'une collecte en milieu naturel peuvent ainsi être attributaires de la Marque pour la **Région d'origine** dont ils proviennent (au total 11 en métropole et Corse et 12 en outre-mer, soit 23 régions au total). La Région d'origine inclut la zone géographique où a lieu leur collecte en milieu naturel, et elle constitue ensuite la zone d'utilisation privilégiée de ce végétal dans le cadre de la Marque.



Fig 1 : Les régions d'origine de la Marque

La Marque a pour objectif d'attribuer une reconnaissance aux collecteurs et producteurs de végétaux sauvages d'origine locale afin que leurs productions soient identifiables sur le marché. Un droit d'usage de la Marque leur est concédé pour un ensemble d'espèces éligibles.

La Marque contribue à :

- Encourager la collecte et la production de végétaux sauvages d'origine locale dans un cadre scientifique et technique précis, respectueux de la ressource et des écosystèmes et favorisant leur résilience ;
- Valoriser les atouts de la flore sauvage dans un usage de restauration d'écosystèmes, de génie écologique, d'agro-écologie, d'agroforesterie, d'aménagements paysagers durables et favorables à la biodiversité ;
- Valoriser les collecteurs et producteurs de végétaux labellisés et faciliter la relation entre les utilisateurs et les fournisseurs de végétaux labellisés.

### 1.3.2. Gouvernance de la Marque

L'OFB a mis en place :

**Un Comité de gestion de la marque (CGM)** qui se réunit une à deux fois par an pour faire des propositions d'ordre stratégique : perspectives d'évolution, communication, éventuelles modifications du RU et du RT, etc...

**Un comité technique (CT)**, rassemblant les partenaires historiques de la Marque (Fédération des Conservatoires botaniques nationaux - CBN, Réseau Haies France et Plante & Cité) qui se réunit tous les mois pour apporter une assistance technique à l'OFB. **L'Organisme de gestion**

sera invité, deux fois par an, à participer au comité technique.

Au niveau territorial, la Marque s'appuie sur un réseau de **correspondants locaux** qui appartiennent au réseau des CBN et du Réseau Haies France. Au nombre d'une quarantaine, ils interviennent dans les différents territoires pour appuyer l'émergence de l'offre et de la demande en végétaux sauvages d'origine locale, et apporter un appui technique et scientifique aux Demandeurs et Exploitants de la Marque.

### 1.3.3. Les catégories d'Exploitants

Les activités des Exploitants sont variées :

- **Collecte** : de semences d'herbacées en espèces pures ou en mélange ;
- **Collecte** de graines et de boutures de ligneux ;
- **Production** de semences herbacées, de godets ou minimottes de plants d'herbacés dont plantes héliophytes (ayant leur appareil souterrain dans un substrat vaseux gorgé d'eau) ;
- **Production** de plants de ligneux en contenant ou racines nues (arbres, arbustes, arbrisseaux) ;
- **Production** de boutures de ligneux via un parc à boutures ;
- **Production** de graines de ligneux via un verger à graines ;

Certains Exploitants assurent plusieurs de ces activités. Les Exploitants peuvent agir de façon individuelle ou en collectif de plusieurs membres et intervenir sur une ou plusieurs régions d'origine, car la Marque permet la collecte et multiplication de végétaux de régions d'origine diverses, sous certaines conditions.

### 1.3.4 Déploiement actuel de la Marque

La Marque compte actuellement 195 Exploitants pour plus de 1000 espèces valorisées par la Marque en totalisant l'ensemble des régions d'origine. Elle s'applique sur l'ensemble du territoire français. Elle est déployée dans les territoires métropolitains et 2 structures sont actuellement labellisées en outre-mer : une en Guyane et une à La Réunion.

La progression annuelle est actuellement de 35 à 40 Exploitants. La croissance du nombre d'Exploitants de la Marque est rapide depuis ces dernières années et la demande en végétaux labellisés est très forte de la part des utilisateurs privés et publics (collectivités, entreprises...).

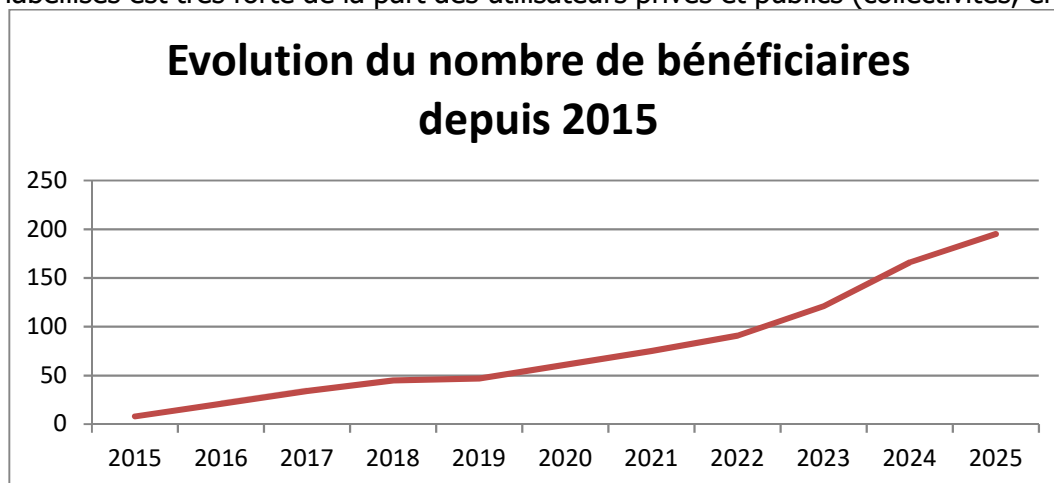


Fig 2 : Evolution du nombre de bénéficiaires depuis 2015

Les producteurs de plants de ligneux (arbres et arbustes) sont largement majoritaires dans le nombre total d'Exploitants (environ 70%), et connaissent également une vitesse d'augmentation plus importante que les autres catégories. Les contextes locaux des filières de ligneux et d'herbacées doivent être pris en compte pour comprendre le développement de la Marque. Ces deux grandes filières ont des histoires et des structurations très différenciées.

### 1.3.5 Transition entre la Marque collective simple et la Marque de garantie

L'évolution du statut de la Marque (Marque collective simple vers Marque de garantie) oblige l'Organisme certificateur à faire procéder à une transition pour les Bénéficiaires de la marque collective qui vont automatiquement devenir Exploitants de la Marque de garantie.

Compte tenu que les bénéficiaires de la marque collective simple ont réussi l'audit d'entrée ou de contrôle leur octroyant le droit d'usage de la Marque sur le fondement du même RT repris par la Marque de garantie, les Bénéficiaires actuels de la marque collective simple sont, sous réserve de non opposition de leur part, reconnus comme Exploitants de la marque de garantie selon les dispositions suivantes :

- Les bénéficiaires ayant intégré la marque collective en 2025 ou ayant reçu un avis favorable à l'issue d'un contrôle effectué en 2025, sont autorisés à utiliser la Marque de garantie jusqu'au 31 décembre 2029.
- Les bénéficiaires ayant intégré la marque collective en 2024 ou ayant reçu un avis favorable à l'issue d'un contrôle effectué en 2024, sont autorisés à utiliser la Marque de garantie jusqu'au 31 décembre 2028.
- Les bénéficiaires ayant intégré la marque collective en 2023 ou ayant reçu un avis favorable à l'issue d'un contrôle effectué en 2023, sont autorisés à utiliser la Marque de garantie jusqu'au 31 décembre 2027.
- Les bénéficiaires ayant intégré la marque collective avant 2023 ou n'ayant fait l'objet d'aucun contrôle depuis 2023, sont autorisés à utiliser la marque de garantie jusqu'au 31 décembre 2026. Ils devront candidater à la Marque de garantie en 2026 pour assurer une continuité entre les deux systèmes.

### 1.3.6 Le site internet et la base de données « Catalogue »

La Marque dispose d'un site internet hébergé par l'OFB, à l'adresse suivante : [www.vegetal-local.fr](http://www.vegetal-local.fr). Il assure la vitrine de la Marque, permet de comprendre la démarche, les enjeux, la gouvernance. Il est aussi un support de présentation des ressources (notes techniques, documents cadres, fichiers de référence, documents officiels, publications...) et des actualités (lettre d'information, articles...).

Le site internet est complété par une base de données « Catalogue Végétal local » (en cours de finalisation) portant sur les triplets Exploitant-Région d'origine-Espèces. La base de données recense ainsi les producteurs, leurs espèces et les produits marqués (gammes, régions...). Elle est mise à jour par l'ajout d'espèces ou l'intégration de nouveaux Exploitants. Elle est requêtable par les utilisateurs pour rechercher l'offre en végétaux labellisés près de chez eux. Cette base de données dénommée « Catalogue Végétal local » est gérée par le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées.

Le reporting sera en partie effectué directement sur cette base de données via un accès dédié pour l'Organisme de gestion afin d'alimenter les coordonnées et les informations relatives aux Exploitants actifs et nouvellement labellisés.

En bref, la Marque s'appuie sur :

- Un **règlement d'usage** (RU) détaillant le processus de certification, basé sur des contrôles indépendants et une grille d'évaluation ; le traitement des demandes de droit d'usage, de la procédure de contrôle et, le cas échéant, de la procédure de demande de mesures correctives et de sanctions est assuré par l'Organisme de gestion ;
- Un **référentiel technique** (RT) détaillant les exigences attendues en matière de collecte, production, traçabilité des lots de végétaux sauvages et locaux ; Le réseau des correspondants locaux dans les différentes régions apporte un appui technique et scientifique aux Demandeurs et Exploitants de la Marque ;
- Une **charte graphique**, formalisant les modalités graphiques d'usage de la Marque ;
- Une **charte d'usage**, rappelant les conditions, règles et limites d'usage de la Marque ;
- Une **gouvernance** incarnée par un comité de gestion de la marque et un comité technique ;
- Un **ensemble d'outils** de communication, de gestion des données et de ressources pour venir en appui au développement de l'activité des Exploitants et plus globalement à celui de la Marque dans les territoires.

## 2. Procédures et obligations pour la délivrance du droit d'usage de la Marque

### 2.1 Procédure de demande du droit d'usage

Tout Demandeur du droit d'usage de la Marque doit répondre aux critères d'éligibilité et déposer une demande du droit d'usage de la Marque auprès de l'Organisme de gestion. Les demandes sont à renouveler tous les 4 ans (durée du certificat d'usage). En fin de durée du certificat d'usage, l'Organisme de gestion devra alerter l'Exploitant pour qu'il procède au renouvellement de sa demande de certificat d'usage. Ce délai devra permettre de ne pas créer de période sans d'attribution.

Les demandes du droit d'usage de la Marque sont instruites tout au long de l'année par l'Organisme de gestion. Ce dernier met à disposition un formulaire à compléter par le Demandeur (voir formulaire type en annexe 2). Selon les besoins, il accompagne le Demandeur dans le remplissage du formulaire. La demande ne sera instruite qu'à réception d'un dossier complet. L'Organisme de gestion vérifie que l'ensemble des critères d'éligibilité du Demandeur sont réunis, à savoir :

- Adéquation des statuts, des objectifs et des missions de la structure avec la collecte et/ou la production de végétaux ;
- Connaissance du RU et du RT de la Marque et des critères de contrôle (déclaration sur l'honneur) et éventuelles formations suivies en particulier pour les primo Demandeurs ;
- Activité effective de collecte ou de production, exprimée en quantité d'espèces et de lots effectivement stockés ou en production sur site.

Régulièrement (tous les mois ou 2 mois), l'Organisme de gestion présente à l'Organisme certificateur le planning de contrôle comprenant la liste et le détail des demandes de candidature éligibles, les modalités de contrôle prévues pour chaque Demandeur : grilles envisagées, nombre et répartition des sites contrôlés par Demandeur, qu'il s'agisse d'une demande initiale ou de renouvellement. L'Organisme certificateur valide et si nécessaire adapte les modalités de contrôle prévues.

Le processus d'attribution du droit d'usage de la Marque se poursuit par la mise en œuvre d'un



contrôle. Il évalue le respect des conditions et obligations fixées par le Règlement d'usage et les critères objectifs établis par le Référentiel technique de la Marque, dans leur version à la date du contrôle.

Le droit d'usage de la Marque est délivré pour une durée de 4 années à toute personne éligible ayant satisfait au contrôle et après certification délivrée par l'Organisme certificateur. L'Organisme de gestion assure la rédaction des certificats.

Tout changement de structure juridique (et notamment la fusion ou la cession) de l'Exploitant préalablement autorisé à exploiter la Marque doit nécessairement donner lieu à une nouvelle procédure d'obtention du droit d'usage de la Marque. Exception est faite pour les membres issus d'une coopérative d'activité, exploitant la Marque, qui créent leur propre structure autonome dans une période d'un à trois ans après la première attribution de la Marque.

L'Organisme de gestion s'engage à informer l'Organisme certificateur, par tout moyen, de toutes modifications, dont il aurait connaissance, affectant la qualité ou modifiant une des caractéristiques ayant donné lieu à l'autorisation d'usage de la Marque à un Exploitant.

## **2.2. Procédure de contrôle pour la délivrance du droit d'usage de la Marque**

L'Organisme certificateur notamment via l'Organisme de gestion est habilité à prendre toutes mesures destinées à contrôler le respect des droits et devoirs fixées par le RU, et à vérifier la conformité des produits avec le RT. Un contrôle est effectué pour tout Demandeur du droit d'usage de la Marque, qu'il s'agisse d'une première candidature ou d'une candidature de renouvellement. Le contrôle est programmé dès lors que la demande de droit d'usage est entièrement complétée.

Le contrôle est réalisé sur site(s) en présence du Demandeur. Il s'appuie sur des grilles qui listent les points de contrôle par type d'activité. Il porte en particulier sur le respect des obligations du présent Règlement et la conformité au RT. Il concerne entre autres la traçabilité de l'origine et la comptabilité matière. Il s'effectue au moyen de contrôles documentaires et visuels portant sur les sites de collecte et de production, les stocks, la liste des espèces collectées, en production et commercialisées, l'étiquetage, le conditionnement, le fonctionnement du système de traçabilité et de comptabilité matière mis en œuvre, ainsi que les outils de communication.

Les critères à évaluer lors du contrôle sont répartis suivant 5 grilles présentées en annexe 3 :

- Grille d'évaluation de la collecte (graines, boutures et autre matériel végétal)
- Grille d'évaluation de la production
- Grille d'évaluation d'un verger à graines
- Grille d'évaluation d'un parc à boutures
- Grille d'évaluation de la traçabilité, de la comptabilité matière et du respect des règles générales de la Marque

Le Demandeur ou l'Exploitant doit recevoir la ou les personnes chargées du contrôle dans les conditions permettant la réalisation du contrôle. Il a l'obligation de conduire la ou les personnes chargées du contrôle sur les sites de collecte et sur chacune des parcelles de production ou d'élevage ou de stockage concernées par la Marque afin que les inspections visuelles soient effectuées en plein champ, sous serre, dans les bâtiments ou en pépinière. Le cas échéant, les personnes chargées du contrôle pourront proposer un échantillonnage des sites et parcelles à contrôler.

### 2.3. Procédure de contrôles de surveillance et contrôles exceptionnels

L'Organisme certificateur peut effectuer ou faire effectuer, pendant toute la durée du droit d'usage de la Marque, tout contrôle de surveillance voire contrôle exceptionnel qu'il estime nécessaire pour vérifier la continuité du respect des conditions définies dans le présent Règlement d'usage et dans le Référentiel technique. Ces contrôles s'effectuent suivant la même procédure que les contrôles pour la délivrance du droit d'usage.

### 2.4. Procédure de demande de mesures correctives et sanctions

En cas de manquement de l'Exploitant aux dispositions du RU ou du RT, en cours d'usage de la Marque, l'Organisme certificateur, via l'Organisme de gestion, lui notifie, par tous moyens, les manquements constatés.

Sans être exhaustives, les situations de non-conformité peuvent concerner :

- Non-respect d'un des critères du RT de la Marque ;
- Non-respect de la Charte graphique de la Marque, notamment couleur, police, taille des caractères, mentions ou emplacement ;
- Non-respect de la Charte d'usage de la Marque ;
- Défaut ou incohérence de comptabilité matière sur les végétaux labellisés par la Marque ;
- Utilisation de la Marque sur des végétaux non labellisés par la Marque ou usage de la Marque sans distinction entre les végétaux labellisés et non labellisés par la Marque ;
- Non-paiement de la redevance.

En cas de manquement, l'Organisme certificateur, via l'Organisme de gestion lui demande de procéder à des actions correctives dans un délai déterminé (30 jours calendaires modulables selon certains critères arrêtés avec l'Organisme certificateur).

À défaut de mise en conformité dans le délai précité, l'Exploitant s'expose à des sanctions.

L'Organisme de gestion est chargé de réunir les pièces justificatives pour les demandes de mesures correctives et les sanctions et d'appliquer des sanctions selon une gradation :

1. Demande d'actions correctives ou de mise en conformité dans un délai déterminé.
2. Avertissement avec rappel de la demande d'actions correctives ou de mise en conformité dans un nouveau délai déterminé. L'avertissement pourra éventuellement être renouvelé une fois.
3. Suspension provisoire de la Marque.
4. Retrait définitif de la Marque.
5. Le cas échéant, il pourra être demandé réparation devant les tribunaux compétents.

Le droit d'usage de la Marque s'éteint de plein droit dès lors que l'Exploitant ne répond plus aux conditions posées par le RU et le RT.

La résiliation du droit d'usage de la Marque entraîne l'obligation immédiate pour l'Exploitant

de cesser tout usage de la Marque et de retirer toute référence à la Marque de l'ensemble de ses produits et/ou services sur tous supports. En cas de non application, l'Exploitant s'expose à un recours devant les tribunaux compétents.

## **2.5. Régime financier**

Le droit d'usage est conditionné à l'acquittement d'une redevance annuelle. Tout Demandeur est tenu de s'acquitter du montant de la redevance annuelle lors du dépôt de son dossier. De même, tout Exploitant est tenu de s'acquitter du montant de la redevance annuelle sachant que toute année civile entamée est due.

Le régime financier du droit d'usage de la Marque entre l'Organisme certificateur et l'Exploitant est fixé selon les tarifs et les conditions fixés par l'Organisme certificateur et publiés dans le Recueil des Actes Administratifs de l'OFB et accessible sur le site internet dédié à la Marque.

L'Organisme de gestion est chargé de transmettre à l'Organisme certificateur la liste des Demandeurs, dont le dossier est éligible, et la liste des Exploitants à jour. L'Organisme certificateur se charge du recouvrement des redevances.

## **3. Défense de la marque**

L'Organisme certificateur assure la défense de la Marque. L'Exploitant et l'Organisme de gestion sont invités à signaler à l'Organisme certificateur, par courriel à l'adresse suivante [contact@vegetal-local.fr](mailto:contact@vegetal-local.fr) toute atteinte aux droits sur la Marque dont ils auraient connaissance, notamment tout acte de contrefaçon ou de concurrence déloyale.

Il appartient à l'Organisme certificateur seul de prendre la décision d'engager, à ses frais, risques et périls, toute action civile ou pénale.

L'Exploitant n'est pas autorisé, pour le compte de la Marque, à engager toute procédure devant les offices de propriété intellectuelle ainsi que toute action civile, pénale ou en contrefaçon relatives à la Marque, même en cas de silence de l'Organisme certificateur valant acceptation à l'issue d'un délai de 2 mois.

En conséquence, les dommages et intérêts qui résulteront de l'action engagée par l'Organisme certificateur en son nom seront à sa charge ou à son profit exclusif. L'Exploitant ne pourra réclamer aucune indemnité.

## **4. Objet du présent marché**

Le présent marché a pour objet de faire réaliser, par le Titulaire, les missions de gestion de la Marque comprenant la gestion annuelle des demandes de droit d'usage de la Marque comprenant la vérification des critères d'éligibilité du Demandeur ; l'instruction des demandes de certification ; la réalisation des contrôles et, le cas échéant, la mise en application de la procédure des demandes de mesures correctives et des sanctions ; le reporting.

Le Titulaire devra assurer un certain nombre d'activités détaillées ci-après. Durant la première année du marché, le Titulaire sera accompagné par l'Organisme certificateur. Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter les procédures dans le cadre de ses activités. Toute proposition d'évolution des procédures doit être discutée avec l'Organisme certificateur, éventuellement au sein des instances de gouvernance de la Marque.

#### **4.1. Gestion annuelle des demandes de droit d'usage et Reporting (poste n°1)**

Pour la gestion annuelle des demandes de droit d'usage,

- Lancement de/des appels à candidature, via un formulaire de candidature en ligne, en concertation avec l'Organisme certificateur ;
- Assistance aux Demandeurs pour le renseignement du formulaire de candidature ;
- Réception des dossiers, vérification des pièces fournies et de l'éligibilité des Demandeurs par rapport aux critères attendus (cf § 2.1) ;
- Réponse aux Demandeurs sur l'éligibilité de leur dossier ;
- Proposition à l'Organisme certificateur d'un planning de contrôle des Demandeurs et des Exploitants par période (environ tous les 2 mois), précisant les sites contrôlés et les grilles de contrôle mobilisées pour chaque Demandeur et Exploitant ;
- Adaptation de ce planning en fonction des retours de l'Organisme certificateur.

Pour le reporting,

- Mettre à disposition de l'Organisme certificateur et en temps réel sur l'outil Catalogue Végétal local via un accès dédié, toutes les informations collectées et produites dans le cadre du marché. Les informations portent sur les Demandeurs et les Exploitants actifs (modifications éventuelles). Elles comprennent notamment : statuts des Exploitants, dossiers de candidature, rapports de contrôle, photos – de taille compressée- et preuves collectées durant les contrôles, certificat d'usage... Les informations comprennent aussi la dépublication éventuelle des Exploitants qui sortent de la Marque. Ces informations sont utiles à l'Organisme certificateur pour l'instruction de la demande de paiement de la redevance.
- Participer à des réunions techniques pour exposer les méthodes et outils d'instruction, présenter les résultats des contrôles et notamment l'application des non-conformités sur les grilles d'évaluation et les demandes de mesures correctives auprès des Demandeurs et Exploitants.
- Produire un bilan annuel de ses activités.
- Participer aux réunions annuelles prévues à la fin de chaque année pour dresser le bilan de l'année écoulée.

Ce poste d'activité nécessite approximativement 250h de travail pour la personne en charge de la mise en œuvre des activités.

#### **4.2. Instruction des demandes de certification (postes n°2 à 4)**

Une demande de certification implique :

- Planification du contrôle comprenant la prise de rendez-vous avec le Demandeur ;
- Information auprès du ou des correspondants locaux du réseau de la Marque ;
- Déplacement jusqu'au site du Demandeur (voir carte de répartition des Exploitants actuels) et déplacement sur site dans la limite de 100 km effectué sur site.
- Rédaction du certificat d'usage de la Marque ou le cas échéant des notifications de la non attribution, ceci pour transmission à l'Organisme certificateur.

Le nombre moyen d'instructions de demandes de certification est estimé à 110 par an dont environ 35 nouveaux demandeurs.

### **4.3. Réalisation des contrôles (postes n°5 à 9)**

Les contrôles sont organisés en réponse aux demandes de droit d'usage et dans le cadre des contrôles de surveillance ou exceptionnel du respect du droit d'usage. Un contrôle s'applique donc pour un Demandeur ou un Exploitant. L'exploitation de la Marque sur deux sites de production distants de plus de 100 km nécessite deux contrôles. Les contrôles sont assurés par des personnes dûment formées. Ils s'appliquent en suivant les grilles d'évaluation sélectionnées (voir descriptif en annexe 3).

Un contrôle comprend :

- la visite, selon les cas, des sites de collecte et des sites de production
- le remplissage de ou des grilles d'évaluation
- une vérification de documents
- la prise de photographies
- la rédaction du rapport de contrôle comprenant les non-conformités, les propositions de mesures correctives ou de sanctions éventuelles.
- un contrôle spécifique est effectué pour évaluer la traçabilité, la comptabilité matière et le respect des règles générales de la Marque

## **5. Evaluation et suivi de la mission**

Pour une bonne appropriation de la démarche par l'ensemble des parties prenantes, une réunion sera organisée au lancement de la mission pour préciser son déroulé et les modalités de travail.

Le suivi sera assuré via des réunions techniques pour valider les méthodes et outils d'instruction, pour analyser les résultats des contrôles et via des réunions annuelles relatives au bilan de l'année.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et transmis aux membres de la réunion. L'ensemble des supports de présentation utilisés lors des différentes réunions sera fourni à l'Organisme certificateur.

A l'issue du marché, le bilan global de la mission sera dressé par le Titulaire.

## **Les ressources à consulter**

Le site institutionnel de la marque : <https://www.vegetal-local.fr>

Le référentiel technique : <https://www.vegetal-local.fr/la-marque> (NB : le Règlement d'usage actuellement en ligne ne sera prochainement plus en vigueur ; veuillez consulter l'annexe 1)

L'ensemble des notes techniques détaillant les bonnes pratiques et accompagnant l'usage du référentiel technique : <https://www.vegetal-local.fr/beneficiaires-vos-ressources-a-telecharger>

Les questions fréquentes sur la marque : <https://www.vegetal-local.fr/foire-aux-questions>

La liste des membres du Comité de gestion de la marque : <https://www.vegetal-local.fr/sites/default/files/2023-09/2023-juillet-liste%20d%C3%A9finitive%20membres%20CGM.pdf>

Les formations prévues dans le cadre de la marque : <https://www.vegetal-local.fr/nos-actualites/journees-techniques-rencontres-conferences-2026>

L'étude évaluative de la marque (publiée en 2024) : <https://www.documentation.eauetbiodiversite.fr/notice/0000000001907f62e0fb24c930f2645c>

Les annexes mises à disposition dans le dossier

Annexe 1 : RU marque de garantie

Annexe 2 : Dossier type de candidature

Annexe 3 : Grilles de contrôle par activité